Séminaire des sauvages¹ et gouvernante des nobles filles du vice-roi défunt, les a constitués prisonniers et retenus cinq mois entiers en captivité, ce que voyant... nous sommes partis, avec l'obédience du Supérieur de la Mission, le R. P. Léonard de Chartres..., pour ne pas communiquer avec ces chrétiens impies et sacrilèges, et dans le dessein d'établir en France l'innocence des opprimés.²

Le mobile de pareils procédés se devine aisément. Le Borgne était marchand, pas autre chose. Un fort, un comptoir, des fermes représentaient un capital à exploiter; une chapelle et des écoles étaient, au contraire, une source de dépenses, et il y avait tout avantage à s'en affranchir. Par ailleurs, Le Borgne était porteur de créances en bonne et due forme qui ne pouvaient être ignorées par les tribunaux. Embrouillée dès le début, cette affaire devait se compliquer encore à mesure que se multipliait la postérité des parties en litige. Les procès succédèrent aux procès, plaidoiries et requêtes s'entassèrent sur les bureaux des tabellions, et tout récemment encore, si j'ai bonne mémoire, les tribunaux eurent à revenir sur cette inextricable querelle. C'est dire que « l'innocence des opprimés » ne put être établie aussi promptement que l'exigeait, semble-t-il, l'intérêt de la colonie, et que le souhaitait le zèle des missionnaires.

La situation d'ailleurs changeait d'aspect comme sous la baguette d'une fée. Pendant que ses délégués défendaient en France les intérêts de la mission, le vice-préfet eut à poser sa signature au bas d'une pièce vraiment étrange. Charles de Saint-Etienne de Latour, ce même Latour, si longtemps rival redoutable et ennemi avoué du défunt gouverneur, Latour donc épousait en 1653 la veuve de ce même gouverneur. Le contrat de mariage porte que le principal dessein de cette alliance était « la paix et la tranquillité du pais et la concorde et union entre les deux familles. » Non contents de donner les premiers ce bon exemple, les futurs conjoints expriment le désir qu'à l'avenir leurs enfants « contractent nouvelle alliance de mariage par ensemble. »

Ce document, assez étendu, entre dans les détails de la double succession. Et comme la Corporation du séminaire de Port Royal formait avec la veuve d'Aulnay et ses enfants mineurs une société légale, le custode ou vice-préfet fut appelé à consentir les articles du contrat. Il le fit au nom des Très Révérends Pères (Définiteurs) de

¹ Sur les écoles de Port-Royal, voir Rameau : *Une colonie féodale en Amérique*. Cf. *Nouvelle-France*, 1906 : *Port-Royal en 1650*.

² Ignace de Paris. *Brevis ac dilucida...* Archives de la Cong. de la Prop. 1656.